

LES CINQ PILIERS DE LA PROSPÉRITÉ

M. Yaqub Mirza

**LES CINQ PILIERS
DE LA PROSPÉRITÉ**

IESE - Institute for Epistemological Studies -
Europe

Avenue Louise 500 Louizalaan -b,
1050 Bruxelles, Belgique

Email : iese.europe@gmail.com

<http://ieseurope.net>

© IESE
ISBN 978-2-37711-038-4

INTRODUCTION

La crise financière, la récession économique et le climat d'incertitude ont poussé de nombreux individus à revenir à des pratiques financières plus saines et à éviter la prise de risques.

Le présent ouvrage vise à explorer la vision islamique de la finance. Fondée sur le bon sens, elle promeut le travail éthique, la création de richesse et les initiatives économiques individuelles. L'islam encourage également le développement des richesses à travers l'épargne ainsi que son exploitation par le biais d'investissements à long terme. Ce

procédé dissuadera quiconque de faire étalage de sa fortune et incitera les musulmans à vivre modestement. Par ailleurs, l'islam nous encourage à agir de manière responsable et à travailler dans le but de créer une communauté prospère, solidaire et bienveillante composée d'individus vertueux qui prendront soin des plus démunis.

Le comportement que doit avoir le musulman dans sa vie professionnelle est résumé dans le verset coranique suivant :
« Ô vous qui croyez ! Ne vous dépossédez pas les uns les autres de vos biens par des procédés malhonnêtes ! Que vos échanges

soient fondés sur des transactions librement consenties ! »¹.

Dans la vision islamique de la finance, la prise de risques est fortement réprouvée et l'objectif est de créer de la richesse et d'éviter que celle-ci ne tombe entre les mains d'individus ou d'organismes peu scrupuleux. Après tout, en islam, finance et foi sont étroitement liées : les principes qui régissent les pratiques économiques, financières et commerciales sont tirés du Coran et de la *sounna*. Sont, par exemple, interdits les achats et les investissements dans les secteurs liés à l'alcool, au tabac, à la pornographie ou aux jeux de hasard. Les

¹ Coran, 4:29.

musulmans ont, pendant des siècles, pu s'adonner au commerce et effectuer des transactions financières dans le respect de ces principes.

À l'heure actuelle, les musulmans, et en particulier les musulmans d'Occident, peinent à respecter les préceptes islamiques dans le secteur financier. Dans son livre *Faithful Finances 101*, Gary Moore écrit que l'islam, le judaïsme et le christianisme ont « *cédé leur morale économique au profit du monde temporel* »². Cependant, il nous est possible de nous conformer à ces règles dans notre vie quotidienne, d'autant

² Gary A. Moore, *Faithful Finances 101: From Poverty of Fear and Greed to the Riches of Spiritual Investing*, Radnor, PA: Templeton Press, 2005.

plus que le contexte évolue progressivement vers une finance plus saine. En effet, le musulman peut tout à fait acheter, louer ou investir de manière éthique et éviter les interdits établis par l'islam.

Le droit musulman se prononce très clairement sur certains points relatifs à la sphère financière et économique.

Éviter l'endettement

Lynette Khalfani-Cox écrit, dans son livre *Zero Debt*, que la dette est la plus longue malédiction économique, la plus abominable épidémie financière et la forme d'esclavage moderne la moins reconnue de

ce millénaire touchant les Américains et les populations du monde entier³.

Ne sous-estimons pas l'emprunt !
Si un individu ne dépense qu'une partie de ce qu'il perçoit et dépense son salaire avec modération, il est peu probable qu'il ait recours à l'emprunt. Par ailleurs, même s'il est contraint de le faire, il doit se montrer raisonnable.

Pour éviter l'endettement, nous devons nous assurer en permanence que nous possédons plus que ce que nous devons (actif supérieur au passif). Le Prophète Muhammad invoquait souvent

³Lynette Khalfani-Cox, *Zero Debt: The Ultimate Guide to Financial Freedom*, 2^{ème} édition, Advantage World Press, 2008.

Dieu et le suppliait de le protéger de l'endettement car, selon lui, une personne endettée aura tendance à mentir et à ne pas tenir ses promesses. De très nombreuses anecdotes de sa vie prouvent qu'il faut éviter l'endettement à tout prix. Par exemple, le Prophète ne priait pas sur la dépouille de celui qui n'avait ni remboursé ses dettes ni laissé à sa famille le moyen de le faire qu'après avoir lui-même épongé ces dettes. Le Prophète a même déclaré : « Le martyr se voit pardonner tous ses péchés, sauf la dette ». Dans le même temps, le Coran nous incite à nous montrer conciliants envers le débiteur en grande difficulté : « *À celui qui est dans la gêne, accordez un sursis jusqu'à ce qu'il soit*

dans l'aisance. Mais il est mieux pour vous de faire remise de la dette par charité »⁴.

Interdiction de l'intérêt

L'interdiction de l'intérêt est l'une des règles fondamentales de la finance islamique. Le mot arabe *ribā*, généralement traduit par « intérêt » ou « usure », signifie littéralement « augmentation », « accroissement », « expansion » ou « croissance ». Dans la jurisprudence islamique, il désigne le « supplément » que le débiteur doit à son créancier, outre le montant emprunté. Ce surplus est justifié par l'intervalle séparant la date de l'emprunt de celle du remboursement. Le

⁴ Coran, 2:280.

terme *ribā* inclut à la fois les intérêts simples et les intérêts composés et désigne tout type de bénéfice généré par de l'argent et non par un travail ou un investissement sous forme de fonds propres reposant sur le partage des pertes et des bénéfices.

L'intérêt d'emprunt est interdit, notamment lorsque les deux parties s'engagent sous des conditions imprécises et lorsque le créancier est assuré de faire des profits, indépendamment de ce qui peut arriver au débiteur. Dans le cas des prêts portant intérêt, le débiteur rembourse une somme supérieure à celle qu'il a empruntée.

De nombreux versets coraniques viennent rappeler et justifier l'interdiction de cette pratique ⁵ . L'islam proscrit également les placements portant intérêt comme les fonds communs de placement, les certificats de dépôt, les obligations d'entreprise et les bons du Trésor. Certains savants ont néanmoins autorisé la dette souveraine, notamment dans les pays musulmans.

Le judaïsme interdit cette pratique entre juifs, mais l'autorise à l'égard des non-juifs : « *Tu prendras un intérêt de l'étranger, mais de ton frère tu ne prendras pas d'intérêt* »⁶ ; « *Si tu prêtes de l'argent*

⁵ Coran, 3:130 ; 2:278-279 ; 8:119.

⁶ Deutéronome, 23:20.

à mon peuple, au pauvre qui est avec toi, tu ne seras point à son égard comme un créancier, tu n'exigeras de lui point d'intérêt »⁷.

À l'inverse, le Nouveau Testament reprend les pratiques commerciales et financières en vigueur dans l'empire Roman, à l'époque du Christ. Les opérations bancaires, le crédit et l'intérêt sont autorisés : *« Il fallait donc que tu donnasses mon argent aux banquiers, et à mon retour je l'aurais reçu avec l'intérêt »⁸.*

⁷ Exode, 22:25.

⁸ Matthieu, 25:27.

Subvenir aux besoins de la famille

Tout en encourageant les musulmans à produire des richesses, l'islam insiste sur la manière de les gérer. La première priorité est de subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa famille. En effet, les liens de parenté impliquent un certain nombre de droits et de devoirs de la part des uns et des autres : tous les efforts encouragés sont orientés vers la garantie de la stabilité de la famille.

L'une des principales préoccupations des parents est d'assurer la sécurité et la prospérité financières de leurs enfants. Néanmoins, tout en subvenant à leurs besoins, ils doivent apprendre à leurs enfants à gérer eux-mêmes leurs

ressources financières et à agir de manière responsable. Cela passe nécessairement par l'accès à ces ressources : il serait donc judicieux de donner de l'argent de poche à l'enfant mais de lui apprendre également à se contrôler et à ne pas forcément tout dépenser.

Soutenir la communauté

Une fois que nous avons subvenu aux besoins de notre famille, nous devons étendre notre aide à tous les membres de la communauté, toutes religions confondues. En effet, les musulmans sont tenus de venir en aide aux « gens du Livre », à savoir les juifs et les chrétiens, car ils occupent une

place particulière dans le Coran et vénèrent le même Dieu. En outre, les trois religions monothéistes ont beaucoup de points de convergence en termes de pratiques religieuses (prières régulières, pèlerinage, lieux sacrés communs, etc.).

En outre, le musulman doit traiter ses voisins et tous ceux qui lui sont proches avec respect et gentillesse, même s'ils ne sont pas de la même religion que lui ; ce principe est d'ailleurs défendu par le christianisme et le judaïsme. Le Prophète a dit : *« N'aura pas la foi celui qui s'endort rassasié alors que son voisin est affamé »*. Ainsi, cette incitation à la bienveillance et à la solidarité ne concerne pas uniquement les fidèles des deux autres religions

monothéistes : toutes les personnes militant pour la justice, l'entraide, l'humanité, la protection de l'environnement, la défense des animaux et le respect de la nature ont des principes similaires à ceux des musulmans. Ces points communs sont des opportunités de rapprochement et d'entraide entre groupes et communautés⁹.

En conclusion, le terme « communauté » doit être compris dans le sens « commun » : tous ceux qui partagent notre vie, nos valeurs et notre environnement doivent bénéficier de notre aide et de notre soutien.

⁹ Coran, 49:13.

Qu'est-ce que les piliers de la prospérité ?

L'humanité vit aujourd'hui une situation paradoxale : alors que de nombreuses possibilités s'offrent à elle, comme jamais auparavant, son monde devient de plus en plus obnubilé par l'argent. L'homme ne vit désormais plus que pour faire fortune, la dilapider et parfois même en faire étalage. L'argent qui, à l'origine, ne devait être qu'une monnaie d'échange servant à obtenir des biens, est aujourd'hui un signe de pouvoir et de prestige. Certains vont même jusqu'à s'identifier à travers leur richesse en employant des formules telles que : « Je

suis millionnaire ». Cependant, l'argent ne devrait pas définir notre personnalité. Bien au contraire, cette tendance à nous identifier à travers notre fortune nous réduit en esclavage puisque notre vie entière est dès lors consacrée à l'acquisition de richesses et à la recherche de nouvelles façons d'accroître sa fortune.

De nombreux secteurs, comme le domaine publicitaire et le marketing, ainsi que le système bancaire, nous ont conditionnés et font de nous des consommateurs aveugles. Certaines institutions s'enrichissent exclusivement en poussant les individus à s'endetter. En outre, l'utilisation des cartes de crédit et autres moyens de paiement électrique

gagne du terrain et nous perdons progressivement tout contact direct avec l'argent liquide. Cette tendance à dématérialiser la monnaie a fait basculer plus d'une personne dans l'achat compulsif, poussant même certains consommateurs à dépenser des sommes d'argent qu'ils n'avaient même pas encore perçues.

En 2009, l'économie américaine traversait une grave récession et la dette du gouvernement excédait 15 000 milliards de dollars. Pourtant, au lieu de s'orienter vers une organisation plus saine et plus rigoureuse du secteur financier, le Congrès américain a préféré différer les choix difficiles et favoriser les gains à court

terme. Aujourd'hui, les citoyens et les entreprises du pays vivent dans une incertitude permanente : nul ne sait si le gouvernement pourra s'acquitter de sa dette, si les investissements seront stables à l'avenir ou si le marché des changes américain s'effondrera brutalement.

Néanmoins, il y a une issue ! Pour sortir de cette situation, il nous faut commencer par comprendre certaines notions importantes et structurer notre vie financière en nous appuyant sur cinq piliers : le contrôle de nos gains, l'épargne, l'investissement, les dépenses et les dons. Un chapitre sera dédié à chacun de ces piliers. Ce programme en cinq points peut être résumé ainsi : selon les principes

islamiques, le musulman doit **gagner** de l'argent, **l'économiser** en maintenant le niveau des dépenses inférieur à celui des recettes, **investir** afin de faire fructifier cet argent, **dépenser** intelligemment et enfin, après avoir subvenu aux besoins de sa famille, **donner** à la communauté.

Ce livre présente une série d'outils et de techniques pour bâtir sa fortune et la gérer selon les principes éthiques de l'islam, qui ne sont d'ailleurs pas réservés aux personnes de confession musulmane.

CHAPITRE I
PREMIER PILIER : GAGNER
DE L'ARGENT

Au XXIème siècle, gagner de l'argent est devenu à la fois plus complexe et plus libre : de nouvelles possibilités s'offrent à qui sait les voir. De nouvelles économies ont vu le jour et il existe désormais de nombreuses façons de gagner de l'argent.

Les moyens de subsistance

Le Coran nous enseigne que gagner sa vie fait partie de l'essence même de l'être humain, que la pitance provient de

Dieu¹⁰ et, enfin, que le travail est son moyen de subsistance. Ce constat a une signification à la fois temporelle et spirituelle : en travaillant, l'être humain gagne non seulement sa vie mais récoltera également le fruit de ses efforts dans l'au-delà¹¹. Les différents termes employés dans le Coran pour y faire référence (« travail », « gain », « récompense », « la quête de la bonté divine pour prospérer », etc.) indiquent non seulement que le travail est notre premier moyen de subsistance¹² mais aussi qu'il a une valeur morale. Par ailleurs, nous serons jugés sur nos actes, et notre travail en fait partie.

¹⁰Coran, 7:10 ; 15:20.

¹¹ Coran, 53:39-41.

¹² Coran, 9:105.

Par conséquent, le travail nous permet ainsi non seulement de subvenir à nos besoins, mais aussi de prouver notre valeur morale. Plusieurs *hadiths* vont en ce sens¹³. Le musulman est libre de travailler quand il le souhaite : il est simplement tenu de s'abstenir de travailler à l'heure de la prière du vendredi¹⁴.

La fonction sociale de la richesse

L'islam met en valeur non seulement le travail mais aussi ses conséquences. En travaillant, nous obtenons un revenu qui nous permet de

¹³ Le Prophète a dit : « *La meilleure nourriture est celle que l'on acquiert au moyen du travail de sa main* ».

¹⁴ Coran, 28:73 ; 17:12 ; 30:23.

réaliser de grandes choses et de contribuer au bien-être de la société, notamment à travers des dons. Néanmoins, l'incitation au travail et notre propre réussite ne doivent en aucun cas nous pousser à considérer les moins fortunés comme des individus incompetents.

Certains musulmans pensent, à tort, que gagner de l'argent est un acte pernicieux et que le fidèle devrait se consacrer exclusivement à l'adoration de Dieu. Pourtant, l'islam nous demande explicitement de travailler pour subvenir à nos besoins et à ceux de notre famille¹⁵ et contribuer à l'épanouissement de la

¹⁵Le Prophète a affirmé que, pour un musulman, abandonner ceux dont il a la charge constitue un péché.

société : travailler est à la fois un devoir temporel et un acte d'adoration.

Après avoir subvenu aux besoins de notre famille, nous devons trouver un moyen de mettre notre surplus de richesse au service des autres. En islam, l'objectif de l'activité économique est de répondre aux besoins matériels de la société, de faire régner la justice (en luttant contre la pauvreté et l'exclusion liée au logement) et de garantir la prospérité de tous. Chacun est libre de déterminer la nature et l'ampleur de sa contribution. Quelles que soient la forme et l'étendue de cette aide, elle sera une aumône bénéfique à la fois dans ce bas-monde et dans l'au-delà.

Ces consignes ne sont pas formulées avec autant de clarté dans le Nouveau Testament. Néanmoins, de nombreux auteurs chrétiens contemporains comme Wayne Gruden ont souligné l'importance d'acquérir des richesses afin d'être utile à la communauté et de méditer sur les bienfaits que Dieu nous a accordés. Les enseignements de l'Église insistent clairement sur le rôle de l'activité économique comme moyen de préserver la dignité humaine et sur le fait que, même en période de difficulté, les décisions qui s'y rapportent ne doivent pas être uniquement dictées par la soif de richesse et de profit.

La vie du Prophète abonde d'exemples en ce sens. Le Prophète

Muhammad nous enseigne que tout homme adulte et en bonne santé doit travailler pour ne pas devenir un fardeau pour la société : « *Il est préférable de porter un fagot de bois que de tendre la main aux gens* ».

Naturellement, certains n'auront pas les moyens suffisants d'aider les autres tout en subvenant à leurs propres besoins : ils pourront eux-mêmes bénéficier de la *zakāt* des plus fortunés pour survivre.

Gagner sa vie

À l'heure actuelle, l'argent est indispensable pour vivre. Il est donc devenu un rempart contre les difficultés et dicte même notre conduite. Toutefois, façonner notre attitude à partir d'un

élément (ici, l'argent) totalement indépendant de nous crée en nous de la peur et de l'appréhension. Nous devons garder à l'esprit que l'argent n'est qu'un outil d'échange : ce qui compose notre vie c'est notre foi, notre vitalité et notre état d'esprit, et non notre argent.

L'argent est un moyen d'échange obtenu contre une valeur donnée : par conséquent, notre capacité à générer de l'argent dépend directement de la valeur de notre contribution.

Cependant, toutes les contributions ne se valent pas : trois facteurs déterminent notre capacité à générer de l'argent. Le premier facteur est le caractère unique de ce que nous proposons et le deuxième est

l'étendue de notre action, c'est-à-dire le nombre de personnes qui en bénéficient. Enfin, le dernier facteur est la nature de l'impact de notre apport. La valeur de ces trois facteurs va déterminer l'argent que nous allons gagner.

Nous pouvons recenser trois manières de générer un revenu. La première, la plus commune, consiste à travailler en échange d'un salaire. La deuxième consiste à diriger une entreprise dans laquelle des employés génèreront de l'argent. Enfin, la troisième façon consiste à effectuer des placements financiers qui deviendront une source de revenu : c'est la méthode de gain optimale et seule une poignée d'entre nous peut se vanter d'en

faire usage avec discernement. Malheureusement, la plupart des investisseurs ne tirent pas réellement profit de leurs actions. Utiliser de l'argent pour générer de l'argent requiert des connaissances, du talent et...de l'argent !

Dans ce chapitre, nous aborderons les questions de l'emploi et de l'esprit d'entreprise qui correspondent généralement aux deux premières méthodes mentionnées. Quant au revenu tiré des investissements, il sera au cœur du troisième chapitre de cet ouvrage.

L'emploi

La plupart d'entre nous débutent leur carrière professionnelle en tant que salariés. Voici le conseil que j'adresse aux jeunes professionnels : tout en travaillant pour un autre, essayez de vous mettre à la place de votre patron ! Apprenez à identifier la contribution de votre travail au succès de l'entreprise ! Ainsi, vous serez amenés à vous intéresser à des éléments qui sortent de votre champ d'action.

L'esprit d'entreprise

Grâce au développement de l'informatique, de l'Internet et du marché, il est de plus en plus facile de devenir

entrepreneur. Néanmoins, il est important que les chefs d'entreprise soient empreints de moralité afin qu'ils puissent faire profiter la société de leurs compétences en encourageant l'éthique au sein des entreprises.

L'association de l'éthique à l'esprit d'entreprise a été établie dès l'apparition de l'islam : le Prophète en était le meilleur exemple. Avant même de devenir prophète, Mohammed était surnommé « le véridique » ou « celui qui est digne de confiance ». De nombreuses grandes personnalités de l'islam ont fait fortune grâce au commerce et ont fait don d'une grande partie de leur richesse à la communauté. D'autres personnages

similaires, comme Paul et Jean, sont mentionnés dans la Bible¹⁶.

Dans leur vie personnelle comme dans leur vie professionnelle, les musulmans sont tenus de respecter les principes formulés dans le Coran, comme le fait de ne pas tomber dans la corruption et la malhonnêteté¹⁷, de se montrer justes¹⁸, d'établir des contrats clairs et de faire intervenir des témoins lors de leur signature¹⁹, de ne pas se rendre coupables de fraude ou d'abus²⁰, de donner à chacun

¹⁶ Matthieu, 4:18 ; Actes des Apôtres, 18:3.

¹⁷ Coran, 2:188.

¹⁸ Coran, 38:24.

¹⁹ Coran, 2:282.

²⁰ Coran, 83:1-3.

son dû²¹, de ne pas exploiter les autres²² et de se montrer bienveillants. Le Prophète a également incité les commerçants à fixer des prix raisonnables, sans surévaluer ni sous-évaluer la valeur de leurs produits.

Lorsque l'on fait partie des actionnaires d'une entreprise, la tentation de s'écarter de l'éthique est omniprésente. Par exemple, en déclarant un profit de 1 % par action dans le compte des résultats, il est parfois possible de provoquer une augmentation de 20 % du cours du titre. Or, si l'on possède 100 000 parts, cela signifie que l'on peut dégager un bénéfice de

²¹ Coran, 4:3.

²² Coran, 10:58.

20 000 €: difficile de ne pas céder à la tentation, n'est-ce pas ?

Les qualités nécessaires

Le contexte économique et social actuel offre des possibilités aux entrepreneurs croyants, éthiques et pratiquants. En effet, le système capitaliste et démocratique découle de la liberté et de l'abondance des idées, de la créativité et de l'imagination. Aux États-Unis, nombreux sont ceux qui ont accédé à la réussite en adoptant des approches innovantes et originales. Si vous êtes prêts à prendre des risques et à employer des méthodes innovantes et si vous travaillez dur, débordez d'énergie et avez la capacité de

résister à l'éventualité d'un échec, alors vous avez la fibre d'un entrepreneur ! La passion et la conviction sont la clé d'une entreprise prospère et, associées à la prière et à l'adoration, elles permettent à tout entrepreneur de persévérer et de surmonter les inévitables difficultés du parcours. L'autre élément déterminant dans la réussite d'une entreprise est la créativité. L'homme est une créature douée d'un grand potentiel d'imagination, un potentiel encouragé dans le Coran. Dieu nous incite à nous éloigner des ignorants²³ et à être continuellement en quête de connaissance. La supériorité de la race humaine sur les autres créatures réside dans sa faculté à comprendre et à utiliser librement ses

²³ Coran, 7:199.

connaissances²⁴. Nous devons tous aspirer à la connaissance pour produire de nouvelles choses capables d'améliorer notre société et notre environnement.

L'entrepreneuriat social

L'une des formes d'entrepreneuriat compatible avec une vision éthique et religieuse est l'entrepreneuriat social qui se traduit concrètement par la création d'une entreprise à but lucratif avec une finalité sociale. Elle peut, par exemple, reverser une partie de ses gains à des associations caritatives ou recruter des salariés moins qualifiés ou au chômage. Citons le cas de Muhammad Yunus, qui a fondé le

²⁴ Coran, 2:30-33.

Grameen Bank au Bangladesh, un organisme de micro-financement qui octroie de petits prêts aux pauvres, ou celui de Muhammad Bah Abba qui a redonné vie à une forme de poterie utilisée dans l'Égypte antique et qui permet aujourd'hui à la population de conserver ses aliments au frais dans le climat aride du Nigéria.

Réflexion des futurs entrepreneurs

Si vous souhaitez vous lancer dans un projet professionnel et, éventuellement, créer votre propre entreprise, vous devez vous poser les questions suivantes :

1. Dans quels domaines êtes-vous le plus compétent ?
2. Quelles sont vos passions ?

3. Quels sont vos acquis ?
(expérience, ressources, réseaux, etc.)
4. Quel produit ou service souhaitez-vous proposer et à qui ?
5. Y a-t-il une demande pour ce produit/service ? Si oui, y a-t-il déjà une offre sur le marché ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?
6. Avez-vous effectué une analyse des besoins ou une étude de faisabilité ?
7. Comment comptez-vous générer de l'argent grâce à cette activité ?

8. Êtes-vous réellement sérieux ?
(recherches effectuées,
démarches accomplies, étapes
franchies, etc.)
9. Quelles sont vos motivations ?

À partir des réponses obtenues, vous pourrez envisager l'éventail d'idées qui se présente à vous et identifier rapidement une ou plusieurs options compatibles avec vos capacités et vos aspirations. Vous pouvez également effectuer une analyse SWOT afin d'identifier vos points forts, vos lacunes, les opportunités qui s'offrent à vous et les risques auxquels vous vous exposez. L'entrepreneuriat n'est pas réservé aux personnes dotées d'une longue expérience professionnelle.

Huit qualités clé pour réussir

Que vous optiez pour l'entrepreneuriat ou le salariat, voici une série de qualités qui vous garantiront le succès de vos démarches.

1. La gratitude est l'une des qualités les plus importantes et les plus fondamentales ; elle vous protège de l'avidité et de la jalousie et vous permet d'éviter de tomber dans les pièges tendus aux orgueilleux. Bien qu'il soit naturel d'être fier de son travail et d'apprécier les compliments,

un excès de fierté peut rapidement vous corrompre.

2. Une solide éthique au travail : si vous possédez cette qualité, cela signifie que vous serez toujours prêts à faire votre devoir, y compris supporter des tâches longues et pénibles. Votre éthique au travail est le reflet de votre âme : donnez le meilleur de vous-mêmes et travaillez honnêtement même si nul ne s'en aperçoit ! Le Coran nous encourage dans cette voie²⁵.
3. La concentration : si vous êtes concentrés, vous êtes

²⁵ Coran, 29:69.

généralement prudents, consciencieux et motivés. En alliant concentration et ambition, vous pourrez créer d'incroyables opportunités.

4. La persévérance : malgré tous vos efforts, votre intention, votre motivation et la meilleure des organisations, la réussite vous paraîtra, par moments, inatteignable. C'est dans ce genre de situations qu'il faut se montrer persévérant²⁶.
5. La passion ou l'ambition : cette qualité vous poussera plus loin dans vos démarches

²⁶ Coran, 65:3 ; 23:51 ; Deutéronome, 8:18.

et vous incitera à être constamment à la recherche de nouvelles idées. La passion peut être en vous avant le début de votre projet ; cependant, il n'est pas rare qu'elle se développe graduellement tout au long de votre carrière : ne désespérez pas si vous ne trouvez pas rapidement votre « passion » ! Parfois, l'amour d'une chose naît lorsque l'on devient bon dans ce que l'on fait.

6. L'intégrité : cette caractéristique fera de vous une personne honorée et respectée car lorsque vous la

possédez, cela signifie généralement que vous respectez vos engagements.

7. Un niveau d'exigence élevé : un individu doté d'un haut niveau d'exigence (à la fois vis-à-vis de lui-même et des autres), aspire généralement à l'excellence. Il évitera le travail médiocre et s'efforcera constamment d'être et de produire le meilleur. Le Prophète a dit : « *Dieu aime lorsque vous perfectionnez votre travail* ».
8. La générosité, l'humilité et le plaisir de servir les autres : si votre entreprise réussit,

n'oubliez jamais votre
parcourt ! Restez humbles,
justes et généreux !

Gestion des revenus

Il ne suffit pas de gagner de l'argent, il faut aussi le gérer ! Vos revenus varieront inévitablement, à la hausse comme à la baisse. Pensez à mettre en place des stratégies pour faire face aux deux cas de figure, car de telles variations sont à prévoir (une augmentation, une promotion, un licenciement, etc.). D'une certaine façon, il est parfois plus difficile de maîtriser une hausse des revenus car nous nous empressons généralement de dépenser cet « extra ». Si vous ne planifiez pas votre

budget, vous augmenterez systématiquement vos dépenses quotidiennes et mensuelles. Face à une augmentation de revenus, résistez à la tentation de changer votre style de vie pendant six mois à un an, ou tâchez même de ne pas changer du tout votre mode de vie !

Une bonne façon d'utiliser ce surplus serait d'en consacrer au moins 60 % à l'épargne ou à l'investissement. Utilisez cet argent intelligemment en remboursant une dette, en levant une hypothèque ou en investissant sur le long terme !

CHAPITRE II

DEUXIÈME PILIER : L'ÉPARGNE

L'islam promeut le dur labeur, la productivité et le surplus de richesse car c'est grâce à ce dernier que l'on peut faire des économies pour d'importantes dépenses futures, aider les autres ou financer des projets d'intérêt général.

Certains pensent, à tort, qu'épargne et spiritualité sont incompatibles et que le fait d'économiser trahit un manque de confiance en Dieu. Pourtant, dans le Coran, figurent de nombreuses anecdotes prouvant que même les prophètes avaient recours à l'épargne. Le prophète Youssef (Joseph)

avait fait des réserves de nourriture en prévision de grandes famines à venir.

L'épargne est la première étape vers l'indépendance et la liberté financières. Pourtant, les statistiques sont alarmantes : peu d'Américains ont une épargne conséquente et nombreux sont ceux qui n'ont pas encore commencé à préparer leur retraite.

Pour pouvoir épargner, il faut dépenser modérément et maintenir le niveau des dépenses inférieur à celui des revenus. Or, le Coran nous incite à la modération en toute chose ²⁷. L'islam promeut un mode de vie non pas frugal,

²⁷Coran, 17:26-27 ; 7:31 ; 26:151.

mais modeste. Il condamne l'opulence, le gaspillage et l'excès. Il en va de même dans le Nouveau Testament²⁸. Par ailleurs, le mot arabe *tawāzun*, qui signifie « équilibre », est généralement associé à la justice et l'équité.

Comment se libérer de l'endettement ?

Pour épargner, il ne faut pas être endetté. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'endettement est fortement déconseillé en islam. Il existe deux grandes stratégies pour sortir de l'endettement : l'une, méthodique et l'autre, créative. La première consiste à établir un plan de

²⁸ Luc, 12:15, 23, 34.

remboursement, à décider des réductions de budget et à négocier les délais de remboursement. La deuxième consiste à dépenser intelligemment en accumulant les bons de réduction, à guetter les promotions, etc. Vous pouvez également opter pour un plan regroupant des éléments tirés des deux méthodes.

Pour commencer, vous devez avoir une vision claire de votre situation financière afin de pouvoir planifier votre stratégie de remboursement. Lors de cette étape, pensez à inclure le taux d'intérêt et l'échéance de chaque paiement. Ensuite, identifiez les dettes que vous ne remboursez pas régulièrement, celles pour lesquelles vous ne payez que le strict

minimum chaque mois et celles que vous payez systématiquement en retard. Cette deuxième étape peut se révéler très utile si vous découvrez que vous ne payez que la dette mensuelle minimale ou que vous effectuez vos dépenses au début du mois, en même temps que votre entrée d'argent. La plupart de ceux qui tentent de sortir de l'endettement sont rapidement anxieux en raison des dépenses importantes qui ont toutes lieu au début du mois (loyer, électricité, prêt étudiant, etc.) ; il serait donc préférable de mieux répartir ces sorties d'argent afin de maintenir un niveau de revenu régulier tout au long du mois.

La troisième étape consiste à réduire, voire supprimer, l'usage des cartes

de crédit et de favoriser le paiement en liquide. Cette méthode de paiement vous permettra de mieux contrôler vos dépenses en suivant réellement leur progression. Grâce à elle, vous pourrez, concrètement, arriver à court de monnaie et ainsi limiter les achats compulsifs rendus possible par la disponibilité de la carte de crédit et le caractère abstrait du paiement.

La quatrième phase est d'une importance capitale : vous devez prendre l'habitude de faire des économies, même lorsque vous bénéficiez d'une promotion. Ne passez jamais à la cinquième étape avant d'avoir franchi les quatre premières ! Une fois votre stratégie de sortie de l'endettement bien établie et les bonnes

habitudes prises, revoyez la liste de vos crédits rattachés à des intérêts et contactez les créiteurs susceptibles de revoir leur taux d'intérêt à la baisse. Si vous êtes réguliers dans vos paiements, ils valideront généralement votre demande.

Enfin, lors de la dernière étape, établissez une nouvelle stratégie de dépense ! Une fois la dette époncée ou réduite, il vous faudra établir un nouveau programme budgétaire pour optimiser vos revenus et éviter de tomber à nouveau dans l'endettement. De nombreuses communautés, y compris des communautés religieuses, ont décidé de combattre l'endettement. Dans le New Jersey, le révérend De Forest Soaries Jr s'est engagé

à sortir sa congrégation de l'endettement en mettant en place un programme intitulé « *d free* », ou « libre des (trois) D » (dette, délinquance et déficit). Les adhérents s'engagent à : appliquer des méthodes éthiques et religieuses pour gérer leurs finances, maintenir leur niveau de dépenses en-dessous de celui de leur revenu, payer les factures à l'heure, investir dans des biens qui gagneront de la valeur et à aider l'église et la communauté. D'autres communautés et institutions religieuses, y compris les mosquées, devraient s'inspirer de son exemple et proposer des programmes permettant aux membres de leur congrégation d'être financièrement responsables.

Stratégie d'épargne

L'épargne est, en somme, une satisfaction différée : nous sacrifions nos plaisirs immédiats pour un projet futur plus désiré ou appréciable. Nous ne devrions pas dépenser tout ce que nous possédons, mais vivre modestement et récolter le fruit de nos efforts plus tard. Notre valeur nette est le résultat de nos revenus auxquels nous soustrayions le passif. Cette stratégie se décompose en quatre étapes : fixer des objectifs financiers, se constituer un budget et s'y tenir, suivre ses dépenses quotidiennes et gérer les entrées et les sorties d'argent mensuelles.

Déterminer ses objectifs

Tout projet d'enrichissement requiert une planification fondée sur des objectifs précis. Dans votre démarche, soyez réalistes, fixez des échéances, concevez un plan et sachez vous montrer flexibles car vos objectifs sont susceptibles de changer !

Constituer un budget et s'y tenir

Lorsqu'il s'agit de prévisions budgétaires, il existe généralement plusieurs types de personnes. Certaines sont méthodiques : elles contrôlent généralement bien leur finance et s'organisent pour pouvoir épargner ;

d'autres en revanche, peinent à maintenir la tête hors de l'eau dans les moments difficiles et ne parviennent pas à économiser. D'autres encore refusent d'admettre qu'elles rencontrent des difficultés financières et ne comprennent même pas l'intérêt d'épargner. Enfin, il y a les dépensiers compulsifs pour qui le mot même « épargne » est inconnu.

Bien entendu, pour optimiser votre capacité à créer de la richesse, vous devez faire partie de la première catégorie de personnes et planifier votre budget car vous pourrez ainsi comprendre où va votre argent, vous assurer que vous ne dépensez pas plus que vous ne gagnez et utiliser votre argent de manière rentable. Pour cela, vous

devez surveiller vos dépenses quotidiennes et avoir une vision claire de vos entrées et sorties d'argent mensuelles.

Quelques conseils pour épargner

Pour pouvoir épargner, vous devez prendre l'habitude de faire des économies. Dans son livre *7 Money Mantras for a Richer Life*, Michelle Singletary recommande, par exemple, d'avoir un compte séparé pour les jours difficiles (perte d'un emploi, panne d'un appareil électroménager, etc.) dans lequel vous prendriez l'habitude de verser toute entrée d'argent inattendue ou supplémentaire (augmentation, héritage, remboursement d'un prêt, etc.). Elle recommande

également l'accumulation de biens « positifs » (voiture, meubles, vêtements, argent, propriété, etc.) et non de la camelote, qui finit bien souvent dans le garage. Elle conseille aussi à ses lecteurs de se poser la question suivante avant tout achat : « S'agit-il d'un besoin ou d'une envie ? » car nous vivons à une époque où les fabricants parviennent à créer en nous un désir constant de posséder les derniers gadgets. Demandez-vous s'il est réellement nécessaire de dépenser plus de 200 € tous les deux ans pour un nouveau téléphone ! Sachez que les grands fabricants s'appuient sur les études les plus récentes des sciences comportementales pour établir une stratégie destinée à vous faire acheter leurs produits. Par ailleurs, gardez à l'esprit que

les petites dépenses s'accumulent rapidement, notamment lorsqu'on prend certains désirs pour des nécessités. Il est très facile de tomber dans un cycle infernal qui nous pousse à consommer plus et donc à travailler plus pour maintenir un rythme qui finit toujours par avoir raison de notre santé et de notre vie familiale et sociale. En dépensant sainement et modérément, nous serons capables d'épargner. Certaines habitudes, comme le fait d'éteindre la lumière dans les pièces inoccupées, de débrancher les chargeurs lorsqu'ils ne sont pas utilisés, de faire des économies d'eau chaude et d'électricité, nous aideront également à épargner. Warren Buffet nous conseille de vivre aussi simplement que possible, de ne pas nous laisser appâter par

les marques, d'éviter les dépenses inutiles, d'identifier nos priorités et de dépenser moins que ce que l'on gagne (d'environ 20 %).

CHAPITRE III
TROISIÈME PILIER :
L'INVESTISSEMENT

L'islam condamne fermement la thésaurisation ²⁹ et l'accumulation des richesses pour le seul plaisir de le faire. Au contraire, dès qu'un fonds raisonnable est constitué, il convient d'en investir une partie.

Nombreux sont ceux qui considèrent, à tort, l'investissement comme un moyen de s'enrichir alors qu'en réalité, la vraie richesse ne peut être « achetée » ; c'est en fait, un état d'esprit. Votre fortune n'est pas uniquement composée de biens matériels mais aussi d'autres éléments non

²⁹Coran, 102:1-6 ; 104:1-9.

palpables comme votre santé, votre temps, vos relations, votre générosité et votre cœur. Outre les gains financiers qu'il génère, l'investissement est aussi un bienfait social. Il peut être privé ou social : dans le premier cas, il crée des biens et de l'emploi, génère un revenu, améliore le niveau de vie et offre un avantage pécuniaire à l'investisseur ; dans le deuxième cas, il profite directement à la société. Dans tous les cas, le facteur clé est le temps : c'est sur le long terme que l'investissement se révèle réellement intéressant car plus vous investirez longtemps, plus les bonnes années auront de chances de compenser les mauvaises années et rééquilibrer vos gains.

Le meilleur moyen de se constituer une fortune conséquente est de commencer tôt et de ne pas tergiverser.

Établir une stratégie d'investissement

Tout investissement nécessite de la préparation : un manque d'organisation peut se révéler très risqué. Cette tâche est par ailleurs bien moins compliquée qu'il n'y paraît : son point de départ consiste à établir les objectifs que l'on souhaite atteindre à long terme. Commencez par dresser un bilan de votre situation financière, notamment vos actifs. Soustrayez toutes vos dettes et vous obtiendrez votre valeur nette. Ensuite, créez un fond d'urgence dont le montant

devrait s'élever à l'équivalent de six mois de dépenses ! Ne prenez aucun risque en investissant tant que vous n'avez pas constitué un fonds suffisant pour couvrir vos besoins vitaux en cas de difficulté. L'étape suivante consiste à déterminer le degré de risque que vous pouvez prendre : plus vous avez de temps devant vous, plus le risque que vous pouvez prendre est grand. À l'inverse, si vous souhaitez rentabiliser rapidement votre investissement car votre projet se concrétisera dans un futur proche, vous devez minimiser les risques. Par ailleurs, votre tempérament entre également en ligne de compte : si vous perdez le sommeil dès que votre investissement affiche la moindre perte, minimisez les risques !

Enfin, constituez un portefeuille varié incluant plusieurs types d'investissement (actions, obligations participantes, immobilier, métaux précieux) afin de minimiser les risques de perte. Pour le musulman soucieux de respecter les principes islamiques, de nombreuses formes d'investissement sont à bannir. Par ailleurs, il se doit également de veiller à ce que les entreprises dont il est actionnaire respectent elles aussi les principes islamiques, ce qui complique quelque peu la tâche.

Faire intervenir un professionnel

Dans la plupart des cas, le manque de rentabilité d'un investissement est dû au

manque d'expérience. Par conséquent, consultez un spécialiste !

Lorsque nous réussissons notre carrière professionnelle, nous pensons souvent que nous sommes tout aussi aptes à faire de bons investissements. Cette suffisance est à l'origine de trois illusions : une opinion irréaliste et positive de soi, une conviction que notre futur est plus brillant que celui des autres et, enfin, la sensation de maîtriser des facteurs qui, en réalité, échappent totalement à notre contrôle.

Notre réussite professionnelle n'est pas une garantie du succès de nos investissements ; ce genre de décision requiert de l'expérience, des connaissances et des compétences que nous ne possédons

probablement pas. L'opinion d'un expert est donc indispensable. Là encore, il convient de se montrer prudent car tous les experts ne se valent pas !

S'informer

Si vous souhaitez que vos investissements portent leurs fruits, vous devez faire l'effort de vous (in) former. Les meilleurs investisseurs consacrent beaucoup de temps à la collecte d'informations sur les marchés dans lesquels ils investissent. Même si les conseils d'un expert sont indispensables, vous devez tout de même comprendre les

investissements que vous faites (à la fois les risques et les gains)³⁰.

Faire des choix cohérents

Pour faire de bons placements à long terme, il faut être cohérent et ne pas se contenter de suivre la tendance, car celle-ci fluctue constamment et il est impossible de la prédire avec précision. Optez pour une stratégie et faites vos choix d'investissement en conséquence !

Rechercher les investissements conformes aux principes religieux

³⁰Liste d'ouvrages recommandés : pour les débutants, *Une marche au hasard à travers la Bourse*, de Burton Malkiel et les lettres de Warren Buffet aux actionnaires et, pour les plus avancés, *L'investisseur intelligent* de Benjamin Graham.

Si vous souhaitez respecter les principes islamiques, vous devez éviter de spéculer, c'est-à-dire de parier sporadiquement sur des événements futurs sans la moindre information préalable. De nombreux musulmans évitent les contrats à termes ou les investissements qui ne sont pas adossés à des actifs corporels.

Vecteurs de placement pour les investisseurs musulmans

Il existe plusieurs vecteurs de placement à la portée des musulmans dont certains ont même été conçus spécifiquement pour répondre à leurs critères.

Les biens immobiliers, l'option traditionnelle

Le placement immobilier à long terme est le moyen généralement utilisé pour accumuler les richesses grâce à l'augmentation de la valeur des actifs et aux revenus de location. Avant d'effectuer ce genre de placement, le musulman doit d'abord vérifier que la méthode de financement est conforme aux principes islamiques³¹. Comme n'importe quel autre investissement, le placement immobilier comporte des risques : si le marché de l'immobilier décroît, l'investissement enregistrera des pertes. L'achat de vieilles

³¹Pour plus d'informations, consulter le livre de Virginia Morris, *A Muslim's Guide to Investing and Personal Finance*, Lightbulb Press, Inc., 2008.

propriétés pose quelques difficultés puisqu'il implique des frais de remise en conformité aux normes en vigueur. Par conséquent, il serait plus sage d'effectuer une analyse de tous les frais impliqués (y compris les frais d'entretien) avant de prendre la décision d'acheter. Dans son livre *I Will Teach You to Be Rich*, Ramit Sethi expose en toute objectivité les avantages et les inconvénients que pose l'achat d'une maison. Selon lui, il n'est préférable d'acheter une résidence que si vous possédez au moins 20 % du montant en apport, si vous obtenez un prêt immobilier sur 30 ans (je recommande personnellement de ne pas dépasser 20 ans) et si vous comptez habiter au moins 5 ou 10 ans dans cette maison. Si vous ne

remplissez pas ces conditions, il est préférable d'attendre d'avoir épargné suffisamment pour vous constituer un apport considérable.

Le rôle des actions dans un portefeuille

Les actions ordinaires jouent un rôle important dans toute stratégie d'investissement à long terme. Posséder des actions revient à posséder partiellement une entreprise et à réclamer une partie de ses revenus et de sa valeur. Même si la valeur des actions varie selon les fluctuations du marché, les entreprises florissantes gagnent en valeur, provoquant ainsi une augmentation du prix des actions.

Lorsque les revenus d'une entreprise augmentent, ils sont soit réinjectés dans l'entreprise pour accroître sa valeur, soit distribués aux actionnaires sous forme de dividendes. Les gains générés par les actions dépendent du succès de l'entreprise ; ce ne sont pas des titres assortis d'intérêt représentant un emprunt. Par conséquent, posséder des actions est un moyen d'investissement autorisé aux musulmans.

Néanmoins, un investisseur doit toujours garder à l'esprit que le prix des actions varie et, par conséquent, diversifier son portefeuille en investissant dans plusieurs entreprises et secteurs. L'une des manières de réduire les fluctuations de la

valeur des actions est d'investir dans des entreprises réputées pour verser des dividendes constants car elles sont généralement plus matures, même si elles n'ont pas le potentiel de croissance qu'ont les jeunes structures. Les entreprises affichant une croissance rapide et qui réinvestissent chaque euro disponible peuvent se révéler très rentables mais présentent un risque plus élevé que les entreprises stables reversant des dividendes réguliers à leurs actionnaires.

Les fonds communs de placement : une option d'investissement

Le fonds commun de placement, qui rassemble l'argent de plusieurs

investisseurs, est l'un des moyens de garantie d'un équilibre en termes de croissance, de diversification et de revenus dans un portefeuille. Il offre également aux investisseurs particuliers une gestion professionnelle de leurs parts, l'achat et la vente d'actions du portefeuille, une tenue simplifiée des registres, des coûts de transaction réduits et un portefeuille d'investissements ayant fait l'objet d'études approfondies.

Chaque organisme de placement collectif a des objectifs différents. Par conséquent, l'investisseur doit, au préalable, se renseigner sur chaque fonds et lire attentivement les brochures d'information afin de s'assurer que ses

objectifs concordent avec les siens. Par exemple, certains organismes prélèvent des commissions pour l'achat ou la vente d'actions. Les fonds ayant le plus de valeur sont ceux qui ne prélèvent pas de commission (« *fonds sans frais d'acquisition* »). Certains *prétendent* ne pas percevoir de commissions mais prélèvent des « frais d'exploitation » pouvant rapidement s'accumuler. Soyez donc vigilants avant de vous engager ! Lisez bien les prospectus, renseignez-vous sur la performance du fonds envisagé et n'hésitez pas à consulter un spécialiste !

Aucun fonds ne peut vous garantir qu'il atteindra ses objectifs, néanmoins

grâce à la diversification, les risques sont considérablement réduits.

L'une des stratégies d'investissement les plus populaires relatives au fonds commun de placement consiste à moyenniser sa position, c'est-à-dire à investir une somme donnée à intervalles réguliers, quelles que soient les conditions du marché, pour réduire le coût moyen par action. Comme pour la diversification, cette méthode peut se révéler très rentable sous certaines conditions : le montant investi doit être conséquent, nouvellement acquis et investi à intervalles réguliers. En outre, ce système doit être maintenu pendant plusieurs années.

Les fonds communs de placement confessionnels

Les fonds communs de placement proposent un portefeuille d'investissements précis : ils peuvent donc être conçus pour répondre à des critères religieux, par exemple. Ils peuvent être à la fois éthiques, rentables et générer un taux de rendement annuel de 10 %. Sont exclues de ce genre de portefeuilles les actions des entreprises proposant des produits ou services illicites comme l'alcool, le tabac, la pornographie ou les jeux d'argent. Sachez toutefois que certains investissements sont controversés, mais plusieurs fonds communs de placement musulmans existent déjà comme

l'AMANX (*Amana Income Fund*),
l'AMAGX (*Amana Growth Fund*),
l'IMANX (*Imam Fund*), l'ADJEX (*Azzad Ethical Mid Cap Fund*), etc. Ces fonds évitent l'intérêt en excluant l'investissement dans des obligations et les titres à revenu fixe ainsi que dans les produits et services considérés illicites et nocifs dans le droit musulman.

Voici les principes que doivent respecter les fonds communs de placement islamiques :

1. Les transactions ne doivent pas produire d'intérêts.
2. L'argent ne doit pas être utilisé, en soi, pour générer de l'argent : l'investisseur doit participer

directement à une activité économique.

3. La concurrence est recommandée mais le monopole est interdit.
4. Les pots de vin et le vol sont interdits.
5. Dans tous ses aspects, une transaction commerciale doit être juste et équitable.
6. Les transactions doivent être documentées et certifiées.
7. Toute personne doit recevoir son dû.
8. L'esprit d'initiative, la coopération et le développement doivent être encouragés.
9. Les efforts de développement doivent inclure un volet social et la

coopération individuelle doit être volontaire et non forcée.

10. La thésaurisation est interdite (l'un des objectifs de la *zakāt* est d'éviter cette pratique).
11. Il est formellement interdit de détruire inutilement l'environnement, mais il est permis d'exploiter les ressources naturelles avec modération.
12. Le labeur doit se voir accorder de l'importance et être récompensé : tous les travailleurs doivent recevoir une rémunération équitable dans les plus brefs délais.
13. La spéculation est interdite.
14. Les produits et services nocifs ne peuvent pas être produits,

consommés ou échangés. Voici la liste des produits et services concernés :

- l'alcool ;
- le tabac ;
- les produits dérivés du porc ;
- les services financiers inévitables ;
- les armes destinées à l'assassinat et aux massacres ;
- les loisirs immoraux (casino, pornographie, jeux d'argent, etc.) ;
- les drogues illégales ;
- les produits nocifs pouvant provoquer de la douleur dans des circonstances normales.

Les modes de financement islamiques

Dans le domaine de la finance, l'intérêt pour le financement socialement responsable (qui est au centre de la vision islamique) grandit. La finance islamique promeut le développement humain universel et offre une répartition plus juste des bénéfices que la plupart des autres approches financières. Nous allons aborder une série de principes financiers islamiques et présenter la manière dont ils pourraient s'intégrer dans plusieurs types de modalités financières.

La *mouḍāraba* est un contrat en vertu duquel les deux parties (l'investisseur et l'entrepreneur) partagent les pertes et les bénéfices selon un ratio prédéterminé

(généralement de 50/50 ou 40/60). L'investisseur ne se voit pas promettre un bénéfice précis et ne reçoit pas de paiement annuel ou mensuel. Il diverge du financement ou prêt classique avec intérêt, qui ne dépend pas des profits ou des pertes. De plus, l'investisseur n'assume pas la responsabilité des pertes excédant le capital qu'il a apporté. Pour sa part, l'entrepreneur ne subit pas de pertes financières, mais plutôt une perte de temps et d'effort.

La *mouchāraka* est un accord de partenariat entre deux ou plusieurs parties dans lequel tous les partenaires contribuent, sans exception, au capital de placement. Les bénéfices sont partagés selon un accord préalablement approuvé par tous et ne

dépendent pas forcément du pourcentage de la contribution de chacun au capital. En revanche, en cas de perte, chaque investisseur enregistre une perte proportionnelle à sa contribution. Par ailleurs, toutes les parties décident, ensemble, de la manière dont l'investissement sera géré ; ainsi, chaque partenaire a le droit d'examiner les comptes de l'entreprise et de décider de leur gestion.

La *mourābaḥa* est un contrat reposant sur la tarification coûts-plus-marge à travers lequel l'investisseur acquiert un bien au nom de l'entrepreneur et le lui vend, généralement à un prix plus élevé, préalablement établi, contre un paiement échelonné. Dans ce type de

transaction, le bien acquis reste la propriété de l'investisseur jusqu'à la fin du paiement.

L'ijāra est un crédit-bail. L'investisseur acquiert un bien au nom d'un entrepreneur et autorise ce dernier à l'utiliser moyennant le paiement d'un loyer. L'entrepreneur peut éventuellement décider d'acheter ce bien à un prix préalablement convenu. La propriété du bien peut rester entre les mains de l'investisseur ou être graduellement transférée à l'entrepreneur à mesure que les paiements sont effectués.

L'isti'āna est un contrat d'échange en vertu duquel la livraison différée est appliquée, sur commande, à certains

produits. Il est difficile d'établir avec précision tous les principes de ce contrat ; néanmoins nous sommes en mesure d'affirmer que :

- la nature et la qualité du produit à livrer doivent être spécifiées ;
- le fabricant doit s'engager à fournir le produit tel qu'il a été demandé ;
- la date de livraison n'est pas fixée : le produit est livrable dès la fin de sa fabrication ;
- le contrat est irrévocable dès le début de la fabrication, sauf lorsque les produits livrés ne correspondent pas aux termes du contrat ;

- le paiement peut être échelonné ou effectué en une seule fois, avant ou après la livraison ;
- le fabricant est tenu de se procurer les ressources nécessaires à la fabrication.

Dans la pratique, il est préférable de s'engager dans l'achat ou la confection d'un produit dont on est sûr du résultat ou de la faisabilité. Cela n'élimine pas totalement les risques ; c'est pourquoi les méthodes de réduction des risques comme la *mourābaḥa*, l'*ijāra* et la participation modérée à une *mouchāraka*, sont autorisées par certains spécialistes de la jurisprudence islamique. Il est aussi faux d'affirmer que ces procédés dissimulent un intérêt : s'ils sont pratiqués selon les conditions établies

par les spécialistes de la jurisprudence islamique, ils diffèrent totalement des financements assortis d'un taux d'intérêt.

Le *qarḍ al-ḥassan*, ou « prêt de bienveillance », est un prêt sans intérêt et un moyen de développement efficace au sein d'une communauté. Il ne s'agit pas d'une transaction destinée à générer un profit, mais un service social offrant des prêts sans intérêt à des individus ou à des organismes.

Le *takaḥḥol* est un type d'assurance islamique, autrement dit un fonds dans lequel les contributeurs versent de l'argent afin de se protéger mutuellement des pertes et des dégâts. Il s'agit d'une forme

différente d'assurance vie, automobile et de biens. Voici les principes régissant ce type de contrat :

- les assurés coopèrent pour leur bien commun ;
- chaque assuré paie son abonnement pour soutenir ceux qui ont besoin d'aide ;
- les pertes sont divisées et le passif est réparti selon le système de mise en commun communautaire ;
- toute incertitude concernant la souscription et la compensation est écartée ;
- aucun avantage ne doit revenir à une personne au profit des autres.

Le *takaffol* est une forme d'assurance mutuelle ou coopérative. Son

objectif n'est pas de générer des bénéfices mais de faire respecter la consigne suivante : « portez les fardeaux les uns des autres ». Les musulmans sont dissuadés d'utiliser les différents types d'assurance car ils sont susceptibles de contenir un degré d'incertitude ou des intérêts.

Cependant, en 2006, le *Fiqh Council of North America* (« conseil de jurisprudence d'Amérique du nord ») a débattu du rapport rédigé par le Dr. Mokhar Maghraoui sur l'assurance vie aux États-Unis et en a tiré les conclusions suivantes :

- les pratiques et les lois régulant l'assurance vie aux États-Unis ont considérablement changé et rendent désormais possibles les

transactions équitables dépourvues d'incertitude ;

- le contrat d'assurance vie mêle *ta'āwon* (entraide) et *istiṭmār* (investissement), qui sont deux types de transactions approuvées par l'islam ;
- chaque contrat d'assurance vie doit être examiné pour vérifier qu'il n'inclut pas d'intérêt comme, par exemple, des fonds investis dans des obligations.

Par conséquent, une police d'assurance vie variable, qui permet à son propriétaire de consacrer ses primes d'assurance à des investissements dans des fonds communs de placement

soigneusement sélectionnés pour répondre aux critères islamiques, est acceptée.

Les banques islamiques en Amérique du nord

Plusieurs institutions financières islamiques ont récemment vu le jour en Amérique du nord grâce à des modifications apportées aux législations américaine et canadienne. À l'heure actuelle, plusieurs banques américaines proposent des formules compatibles avec les principes islamiques.

La *University Bank* est la première banque américaine à avoir créé une filiale islamique, la *University Islamic Financial Corporation (UIF)*, qui propose aux

musulmans du pays des comptes d'investissement de type *mouḍāraba* protégés par l'institut fédéral d'assurance des dépôts des États-Unis. Elle propose aussi, entre autres choses, des financements commerciaux et des prêts islamiques pour l'accession à la propriété.

CHAPITRE IV
QUATRIÈME PILIER : LES
DÉPENSES

Dépense et épargne sont étroitement liées : une bonne gestion de la première rend la deuxième possible. L'épargne permet, à son tour, d'effectuer d'importantes dépenses. Généralement, les stratégies d'épargne ayant fait leurs preuves s'appliquent aussi à la gestion des dépenses. Dans le cadre de cet ouvrage, le terme « dépenser » ou « dépenses » désignera les sommes raisonnables déboursées pour vivre modestement.

Il est possible d'accumuler une épargne importante si l'on apprend à

dépenser sainement ; et le meilleur moyen d'y parvenir est d'établir un plan de dépenses car celui-ci vous permettra de conditionner votre pensée et de façonner votre comportement au moment de déboursier. Ainsi, vous serez pleinement conscients des sommes consacrées aux besoins vitaux et vous serez capables de mieux contrôler vos envies d'acquérir ce dont vous n'avez pas réellement besoin. En outre, ce plan vous permettra de planifier vos dépenses superflues de manière raisonnable. Trois étapes vous séparent de cet objectif.

Les étapes à suivre pour dépenser avec modération

La première consiste à apprendre à contrôler vos désirs, ce qui n'est pas une mince affaire dans la société occidentale, où nous sommes encouragés, dès notre plus jeune âge, à consommer toujours plus. En établissant un plan de dépense, vous parviendrez plus facilement à maîtriser cette propension à acheter.

La deuxième étape consiste à vous accorder systématiquement un temps de réflexion avant tout achat important ; d'autant plus que les tentations ne manquent pas, surtout lorsqu'il s'agit de biens coûteux pour lesquels toutes les démarches de paiement sont facilitées (possibilité de payer en plusieurs fois, par exemple).

Enfin, la dernière étape consiste à prendre l'habitude d'effectuer la plupart de vos achats en espèces. Cette habitude vous permettra à la fois de surveiller vos dépenses et de les contrôler, car il est facile d'acheter ce qui est hors de notre portée en insérant simplement une carte de crédit dans un lecteur de carte.

Comment financer ses études ?

Nombreux sont ceux qui sont confrontés à la difficile tâche de financer leurs études supérieures. Par ailleurs, les prêts étudiants sont de plus en plus durs à obtenir : l'épargne est d'autant plus importante.

Aux États-Unis, il est désormais possible d'épargner pour financer les études de vos enfants dans un compte conforme aux principes islamiques appelé *Education Savings Account*. Il s'agit d'un compte spécifiquement conçu pour épargner afin de financer les études supérieures, entièrement géré par le particulier (le fonds peut être investi selon ses souhaits) et bénéficiant d'une fiscalité avantageuse. Il faut néanmoins remplir certaines conditions afin d'épargner sur ce compte : la cotisation annuelle ne doit pas excéder 2 000 \$ par enfant et doit cesser lorsque ce dernier atteint l'âge de 18 ans. Celui-ci peut utiliser ce fonds jusqu'à ses 30 ans pour financer ses études.

Acheter sa maison

Rares sont ceux qui sont capables d'acheter leur maison au comptant et les emprunts immobiliers classiques sont illicites, donc interdits par l'islam. Pour les musulmans soucieux d'acheter leur maison dans le respect des principes islamiques, plusieurs solutions leur sont proposées. La première est la coopérative d'habitation, qui comprend uniquement les fonds des coopérateurs. La deuxième est le crédit immobilier sans intérêts, désormais proposé par certaines banques. La *University Islamic Financial* est la seule banque américaine à proposer des crédits

conformes aux principes islamiques pour
l'acquisition de propriétés résidentielles ou
commerciales.

CHAPITRE V
CINQUIÈME PILIER : LES DONS

Toutes les grandes religions promeuvent l'aumône, car le don est l'essence de la vie. En donnant, nous contribuons à la création un monde meilleur et à la solidarité intergénérationnelle. Donner, c'est également servir Dieu ; ce principe est d'ailleurs repris à plusieurs reprises dans l'Ancien Testament, le Nouveau Testament et le Coran. Ceux qui ne sont pas en mesure de donner de l'argent se doivent de faire don d'autre chose. Le Prophète nous explique que toute action peut être un don, comme le fait de guider un aveugle,

d'inciter à faire le bien, de condamner ce qui est blâmable, d'écarter un obstacle de la route, de prêter main forte...ou même de sourire !

En islam, il existe deux types de don : le don obligatoire, appelé *zakāt*, et le don volontaire, la *sadaqa*.

Comprendre la zakāt

La *zakāt* est l'un des cinq piliers de l'islam : les redevables de cette aumône la paient une fois par an. Cette obligation religieuse pousse les musulmans à s'impliquer dans la vie de la communauté et à aller vers les autres. Par exemple, les personnes endettées font partie des premiers bénéficiaires de cette aumône et

alors qu'elles oseront rarement demander de l'aide ; les redevables de la *zakāt* eux, prendront l'initiative de les soutenir.

La *zakāt* est similaire à la dîme prônée dans les traditions chrétienne et juive : dans la première, elle correspond à un taux de 10 %. Dans le Nouveau Testament en revanche, le pourcentage est indéfini ; certaines églises reprennent donc le taux de 10 % établi par la tradition juive.

« *Zakāt* » signifie purification, croissance, bénédiction et reconnaissance. De ce fait, si un redevable ne la paie pas, son argent est considéré comme impur. Ce principe est déduit du verset suivant : « *Prélève une aumône sur leurs biens pour*

les purifier et les bénir »³². En d'autres termes, céder un certain pourcentage de notre richesse nous purifie de l'avarice, de la cupidité et de l'antipathie. En outre, le Prophète nous informe que donner de nos biens annule les péchés. Par conséquent, la *zakāt* est bénéfique à la fois dans ce bas monde et dans l'au-delà.

Dans le Coran, figurent huit catégories de personnes pouvant bénéficier de la *zakāt* : « *Les aumônes sont destinées aux pauvres, aux nécessiteux, à ceux qui sont chargés de recueillir ces dons et de les répartir, à ceux dont les cœurs sont à gagner, au rachat des captifs, aux endettés insolvables, à ceux qui se consacrent à la*

³² Coran, 9:103.

cause de Dieu et aux voyageurs démunis »³³. Le Coran indique clairement que cette aumône est destinée aux personnes qui, malgré leur travail et leurs efforts, sont en difficulté financière et non à celles qui consacrent leur temps à la mendicité. Le Dr Muhmmad Ali al-Hashimi explique que l'objectif premier de la *zakāt* n'est pas de fournir à un pauvre une aide qui lui permettrait de survivre quelques jours de plus, mais de lui donner les moyens de parvenir à un mode de vie modéré et digne. Ainsi, ceux qui ne peuvent satisfaire leurs besoins élémentaires et même les étudiants, contraints de travailler à plein temps pour financer leurs études,

³³ Coran, 9:60.

peuvent en bénéficier. Par ailleurs, la *zakāt* peut être allouée à des non-musulmans.

Tous les musulmans ne sont pas redevables de la *zakāt* : ils doivent, pour cela, se situer au-dessus du seuil de richesse minimum, appelé *niṣāb*, qui couvre l'ensemble des besoins du foyer sur un an.

Cette aumône obligatoire est payée une fois par an : les donateurs peuvent verser plus que le montant réclamé, mais jamais moins car ils s'exposeraient à des sanctions. La *zakāt* n'est prélevée que sur des fortunes datant d'au moins un an ; de ce fait, son montant varie généralement d'une année à l'autre. En outre, elle est calculée suivant le calendrier lunaire, plus court que le calendrier grégorien. Le musulman est

libre de fixer la date à laquelle il souhaite la payer, à condition de ne pas dépasser ce délai sans raison valable : le Coran nous encourage à nous acquitter de notre devoir le plus rapidement possible.

La *zakāt* se calcule également sur la base des fonds épargnés depuis au moins un an lunaire. La fortune imposable exclut les dettes, les dépenses vitales, les bijoux personnels portés régulièrement ainsi que les terrains et les immeubles non destinés à la vente.

Le capital non investi est soumis à un taux de *zakāt* de 2.5 % par an, ce qui signifie que s'il n'est pas investi, il finira par disparaître après 30 années : c'est pour cette raison que l'islam incite les musulmans à investir. Les investissements

augmentent la richesse de la société et créent de l'emploi. Quant à la *zakāt*, elle renforce le dynamisme économique en faisant circuler les richesses et en contribuant à éradiquer la pauvreté. Le Prophète a dit : « Nulle fortune n'a été amoindrie par un don ».

Le taux d'imposition est généralement de 2,5 % mais il varie en fonction des biens imposables. Par exemple, les récoltes sont soumises à un taux de 10 % lorsque les terres sont irriguées naturellement et de 5 % lorsque les terres sont irriguées par l'homme. Dans le cas des actions cotées, la *zakāt* s'applique sur les bénéfices et non sur le montant investi et représente 10 % du bénéfice net sur des investissements effectués pendant

toute une année lunaire (10,3 % pour une année grégorienne).

Donner de son vivant

Le Prophète nous encourage vivement à faire des dons tout au long de notre vie et à ne pas attendre l'approche de la mort pour léguer nos biens. Donner de son vivant permet au donateur de constater par lui-même les fruits de ses dons et de modifier sa contribution en conséquence.

Donner n'est pas exclusivement réservé aux personnalités les plus riches. Avec l'avènement d'Internet, des plateformes sociales et de certaines formes de solidarité comme la production

participative, même les personnes les plus modestes peuvent contribuer à la concrétisation et à la réussite d'un projet.

Le *Donor-advised fund* et le *Charitable Remainder Trust*

Aux États-Unis, il existe une forme de fonds financier spécial appelé « *Donor-advised funds* » (« fonds orienté par le donateur ») dans lequel les dons versés sont gérés conformément à la volonté du donateur. En outre, les dons qui y sont déposés sont irrévocables et ne peuvent être retournés au donateur. Celui-ci peut également y accumuler les dons sans décider aussitôt de leur usage. Enfin, il est libre de décider s'il souhaite échelonner ou

non la distribution de ces dons. Par ailleurs, l'argent de ce fonds n'est pas imposable.

Ce fonds se distingue de la « fiducie résiduaire de bienfaisance » (*Charitable Remainder Trust*), une formule qui garantit un revenu au donateur et le transfert du capital initial à une œuvre de bienfaisance à une date déterminée ou à la mort du donateur. En outre, celui-ci est libre de décider quelle organisation de bienfaisance en bénéficiera et pourra lui-même avoir droit à des avantages fiscaux.

La *family foundation* est une entité juridique destinée à concrétiser les objectifs philanthropiques d'une famille en attribuant des subventions à des

associations caritatives à partir de ses propres fonds et de ses revenus d'investissement. Conformément à la section 501(c)3 de l'*Internal Revenue Code*³⁴, ce genre de structure peut faire des dons à des associations caritatives ou à des organismes engagés pour l'éducation, la science, la littérature et/ou la religion. Elle n'est pas autorisée à s'impliquer dans des campagnes ou événements politiques.

³⁴ Code des impôts des États-Unis (NdT).

CHAPITRE VI
BÂTIR ET PRÉSERVER SA
FORTUNE

Pour faire fortune, il est important de mettre au point un projet financier en adoptant une approche cohérente à long terme. Il faut, au préalable, déterminer les objectifs financiers (en distinguant les buts à court terme des objectifs à long terme) et établir un programme pour les atteindre en prenant de grandes résolutions (économiser chaque mois, épargner, investir, etc.).

Développer son patrimoine

Si vous souhaitez bâtir une fortune relativement conséquente, vous devez

entamer votre projet le plus tôt possible. Vous pouvez commencer avec un petit capital en ouvrant un compte d'investissement. Si vous avez suffisamment d'argent pour faire les investissements de votre choix, vous pouvez, par exemple, ouvrir un compte de courtage. Il est bien entendu préférable d'avoir deux comptes séparés : l'un pour vos investissements et l'autre pour vos dépenses et votre épargne.

Il existe deux grandes façons d'investir : acheter des objets dont la valeur pourrait augmenter à l'avenir (biens immobiliers, actions, œuvres d'art, etc.) ou acquérir des biens générant un revenu régulier (loyer, dividende, etc.).

Lorsque vous décidez d'investir, tenez compte des facteurs suivants :

- le taux de retour d'un placement en actions s'élève à 10 % en moyenne sur une période de quinze ans ou plus ;
- après une inflation, les taux annuels de rendement sont d'environ 7 % par action, 2 % pour les obligations à long terme et 0,5 % pour les bons du Trésor ;
- les exemptions fiscales vous permettent de préserver une plus grande partie de votre revenu ;
- plus la durée d'investissement est longue, plus les retours attendus sont importants (c'est la raison

pour laquelle il est recommandé de commencer à investir le plus tôt possible) ;

- la diversification est une excellente stratégie : ne risquez pas votre fortune dans un seul type d'action ou d'investissement ! Les fonds communs de placement sont une bonne manière de diversifier vos investissements ;
- réduisez les risques en investissant, par exemple, une partie de votre fonds dans les certificats de dépôt émis par la *University Bank* ;
- la répartition des actifs doit tenir compte de certains facteurs comme l'âge, la réserve de liquidités, la santé, le revenu, la carrière

professionnelle et autres besoins familiaux.

Pour savoir quel genre d'investisseur vous êtes, étudiez votre niveau de tolérance : les investisseurs prudents cherchent à préserver les actifs en leur possession et minimisent les risques de perdre une partie de leur capital de départ ; les investisseurs modérés recherchent la croissance (qui représente un risque plus élevé) à partir d'une part conséquente de leur portefeuille tout en visant la pondération pour protéger leur capital de départ et faire des profits ; enfin, les investisseurs téméraires prennent plus de risques de perdre leur investissement de

départ en échange d'un profit plus conséquent.

Les différentes façons de préserver sa fortune

Préserver sa fortune est presque aussi important que la bâtir, et ce, non seulement de son vivant mais aussi après la mort. Les manières d'y parvenir sont innombrables et, dans le cadre de cet ouvrage, nous nous contenterons de présenter quelques méthodes fondamentales dont il faut tenir compte.

Pour préserver notre fortune, nous devons penser à nos descendants et à nos

bénéficiaires et connaître la réglementation (religieuse et légale) relative à l'héritage.

Le droit successoral

Des trois religions monothéistes, l'islam est probablement la religion la plus complète quant à la question de la succession. Le judaïsme a lui aussi un nombre important de règles à ce sujet, la plupart étant tirées des versets 5 à 11 du chapitre 27 du Livre des Nombres. Le christianisme n'énonce aucune règle relative à la succession : les chrétiens s'accordent sur la primauté du salut éternel.

L'islam énonce des règles de succession très précises et les musulmans

sont tenus de les appliquer, sauf lorsqu'un héritier renonce à son droit de son plein gré. Ces règles sont mentionnées à plusieurs reprises dans le Coran³⁵. Le Dr. Umer Chapra écrit que l'islam a instauré un système de succession unique, conçu pour assurer une répartition des biens qui soit la plus large et la plus équitable possible. Les règles de succession sont définies selon leurs objectifs socioéconomiques³⁶. Les dettes, les impôts, la dote, les emprunts, l'expiation d'une faute ainsi que les dépenses vitales de la veuve sur un an³⁷ doivent être déduits avant d'entamer la

³⁵ Coran, 4:11-14 ; 2:180 ; 2:240 ; 4:7-9 ; 4:11-12 ; 4:33 ; 4:176 ; 5:106-108.

³⁶ Umer Chapra, *Islam and the Economic Challenge*, International Institute of Islamic Thought, 1992.

³⁷ Coran, 2:240.

répartition de l'héritage. En outre, un tiers de l'héritage peut être attribué à l'individu ou l'organisme choisi par le défunt s'il ne figure pas sur la liste des ayants droits. L'islam interdit au musulman de ne rien léguer à ses descendants. En effet, le Prophète affirme à ce sujet qu'il est préférable de garantir une situation confortable à ses descendants plutôt que de les laisser pauvres, dépendants de la générosité des autres. Chacune de leurs dépenses futures que le musulman prend en charge est équivalente à une aumône méritoire.

Une fois les dettes payées et la situation de la veuve assurée pour l'année suivant le décès du mari, ce qui reste de la fortune du défunt doit être distribué aux

héritiers conformément aux lois divines formulées dans le Coran.

Les règles successorales islamiques sont claires et irréfutables, mais cela n'empêche pas certaines questions d'alimenter ponctuellement les débats. L'une d'entre elles est la suivante : pour quelle raison la veuve ne reçoit-elle qu'un huitième de l'héritage alors que son fils perçoit le double du montant attribué à sa fille ? Pour comprendre cette règle, il faut impérativement l'étudier dans le contexte du droit islamique, car on y apprend qu'une femme est, quelle que soit sa situation, toujours prise en charge par un membre de sa famille (époux, frère ou fils) tandis qu'un homme est dans l'obligation de subvenir

aux besoins de sa famille. Par conséquent, la part qui lui revient doit être plus importante.

Si de nombreux musulmans peinent encore à comprendre cette règle (qui repose pourtant sur des fondements cohérents), c'est parce que la tradition prophétique les encourage à se montrer justes et équitables envers leurs enfants, quel que soit leur sexe. La distinction qui s'établit donc sur la question de la succession entre l'homme et la femme leur paraît donc, de prime abord, étonnante et incompréhensible.

Testament et planification successorale

Toute personne âgée de plus de 18 ans devrait avoir un testament, car si elle n'en possède pas, l'État se chargera de régler la succession. Or, dans le cas d'un musulman, il est fort probable que son héritage soit utilisé d'une manière incompatible avec ses principes, puisque le droit successoral en Occident diffère du droit islamique. En revanche, s'il a rédigé un testament, l'État est tenu de respecter ses volontés. La rédaction d'un testament se révèle particulièrement cruciale dans le cas de parents de jeunes enfants car, s'ils venaient à mourir, leurs enfants pourraient bien être confiés à un tuteur qu'ils n'approuveraient pas.

La rédaction d'un testament et la planification successorale forment un processus complexe et précis et il est facile de se tromper. Nous présentons ici huit erreurs tirées du livre de Herbert Nass, *The 101 Biggest Estate Planning Mistakes*, qu'il est facile d'éviter.

1- *S'éteindre sans laisser de testament.* En mourant sans laisser de testament, vous renoncez à votre droit de décider de quelle façon sera géré votre héritage et à qui reviendra la charge d'éduquer vos enfants.

2- *Mauvaise préparation du testament.* Rédiger son testament

demande du temps, de la concentration et la présence d'un notaire et de deux témoins.

- 3- *Ne pas fournir les preuves d'un don.* Pour éviter ce problème, prenez possession d'un acte de donation signé.
- 4- *Omettre de préciser la fin d'un bail.* Si vous possédez un bien locatif, faites figurer, dans le bail, une mention précisant que la location prendra fin dans un délai raisonnable suivant votre décès. L'exécuteur testamentaire sera ainsi libre de signer un nouveau bail ou de vendre la propriété.
- 5- *Posséder des propriétés à l'étranger.* Posséder des biens

immobiliers à l'étranger peut poser des difficultés à l'exécuteur testamentaire et/ou aux héritiers.

- 6- *Écarter votre époux/se de l'élaboration du testament.* Votre époux (se) doit être inclus(e) dans la rédaction du testament puisqu'il/elle est susceptible d'être l'exécuteur testamentaire. S'il/elle n'approuve pas certaines dispositions, il/elle pourrait ne pas les faire appliquer.
- 7- *Retirer les agrafes.* N'ôtez jamais les agrafes d'un testament original ! S'ils doivent être absolument retirés, exigez un affidavit de celui qui les a ôtées,

justifiant la présence des trous d'agrafeuse.

- 8- *Ne pas protéger le testament.* Ne gardez pas votre testament dans un coffre-fort car, très souvent, après le décès d'une personne, sa banque scelle son coffre-fort en attendant la nomination d'un exécuteur. Or, si le nom de l'exécuteur choisi par le défunt figure dans le testament, la démarche administrative sera plus longue. Il est donc préférable de confier la copie originale d'un testament à un avocat.

Les « fiducies révocables entre vifs »

Si la fiducie entre vifs est irrévocable, les biens sont susceptibles d'être soumis à une procédure d'homologation qui pourrait se révéler coûteuse et empêcher les héritiers de recevoir leurs biens dans un délai convenable. Par conséquent, il est préférable d'opter pour une fiducie révocable entre vifs, ce qui permettra de préserver les actifs de la famille.

Tant que vous êtes en vie, en tant que seul fiduciaire, vous avez le contrôle total de votre fiducie et vous pouvez la révoquer ou la modifier à tout moment. À

votre décès, cette fiducie devient irrévocable et peut continuer d'exister pour le même objectif : le fiduciaire chargé de la gérer le fait selon la méthode que vous avez établie dans le document de fiducie. Toutefois, sachez qu'en évitant le processus de vérification en nommant un fiduciaire, vous renoncez à toute supervision légale. Par conséquent, choisissez le fiduciaire qui vous succèdera avec soin !

Les coûts d'une procédure d'homologation effectuée par le tribunal des successions et des tutelles sont élevés et les décisions sont prises non pas par les membres de la famille, mais par des « étrangers ». Cette procédure intervient

généralement en cas d'absence de testament ou de conflit à propos du testament, même lorsque celui-ci est valide.

Une fiducie entre vifs peut se révéler particulièrement intéressante :

- si vous vivez dans un État où les procédures d'homologation sont longues et coûteuses (dans certaines régions, cette procédure peut durer un an et ses frais équivalent à 3 %, 5 %, voire 10 % de la valeur de vos biens) ;
- lorsque votre patrimoine est important, complexe et/ou lorsqu'il comprend plusieurs actifs liquides, comme un patrimoine

immobilier réparti à travers plusieurs pays ;

- si vous craignez un conflit à propos de votre testament, car les fiducies entre vifs sont plus difficiles à contester ;
- si vous souhaitez protéger la vie privée de vos héritiers, car les procédures d'homologation sont publiques.

La répartition des biens d'une fiducie révocable entre vifs ne peut être contestée par un tribunal, mais les créiteurs peuvent réclamer ces biens. En outre, les revenus générés par ces biens sont imposables.

Les fiducies irrévocables

En revanche, les fiducies irrévocables séparent les actifs du patrimoine, offrant ainsi une protection des actifs et réduisant l'impôt sur les successions. Toutefois, cela signifie que le constituant renonce au contrôle de ses avoirs de son vivant et qu'il ne peut effectuer aucune modification : c'est un fiduciaire indépendant qui gère ses avoirs pour le compte des bénéficiaires. Dans tous les cas, cette fiducie préservera les actifs.

La « family limited partnership »

L'une des façons de protéger ses actifs est de créer une *family limited partnership*, une entité regroupant le patrimoine (y compris les investissements ou les parts dans une entreprise) des membres d'une famille et contrôlée par les *general partners*, généralement les parents. Ce procédé bénéficie d'une fiscalité avantageuse et permet des transferts d'actifs entre les membres d'une famille sans impôt sur les donations entre vifs et les legs. Par ailleurs, dans certains États des États-Unis, la loi interdit à un créancier de demander la « saisie » des intérêts de l'un des associés d'une *family limited partnership*. Néanmoins, dans les autres

États, les familles devraient protéger leurs droits patrimoniaux par le biais d'une fiducie conçue pour regrouper les intérêts des partenaires.

Les *limited partners* peuvent profiter des revenus qui leur sont attribués. En revanche, un *general partner* ne peut utiliser les actifs de la *family limited partnership* pour son propre compte, car il s'agit d'une entité distincte.

Ce système permet d'instaurer et de renforcer un système de solidarité entre les membres d'une même famille.

CONCLUSION

Si elles sont appliquées correctement, les idées et méthodes présentées dans cet ouvrage devraient permettre au lecteur de gérer ses finances avec discernement. Cet ouvrage couvre les grands principes financiers et moraux et présente au lecteur les outils qui lui permettront d'atteindre la réussite économique et la plénitude spirituelle. En gagnant honnêtement son argent, en l'épargnant, en l'investissant, en le dépensant et en en faisant don conformément aux principes présentés dans cet ouvrage, le lecteur pourra éponger et

éviter les dettes, protéger ses actifs, subvenir aux besoins de sa vie et contribuer au développement de la société et de l'environnement.

Imprimé en France

Première édition : janvier 2017

ISBN 978-2-37711-038-4